

BILAN ET PERSPECTIVES

Mon action politique à la mairie de Montréal



GÉRALD TREMBLAY
AOÛT 2009

Union
MONTREAL

TABLE DES MATIÈRES

1. MONTRÉAL A CHANGÉ	1
2. LE CONTEXTE DE 2001	3
3. NOUS NOUS SOMMES RETROUSSÉ LES MANCHES	6
3.1 NOUS AVONS REDONNÉ LA PAROLE AUX CITOYENS	6
3.2 NOUS AVONS REDRESSÉ LES FINANCES PUBLIQUES DE LA VILLE	8
3.3 NOUS AVONS RÉGLÉ LA CRISE DU LOGEMENT	10
3.4 NOUS INVESTISSONS DANS NOS INFRASTRUCTURES	13
3.4.1 Nous investissons massivement dans les infrastructures reliées à l'eau	13
3.4.2 Nous investissons massivement dans les infrastructures routières	15
3.5. NOUS METTONS DE L'AVANT LE PLAN DE TRANSPORT	17
3.6 NOUS OFFRONS DES SERVICES DE QUALITÉ	20
3.6.1 Nous avons amélioré l'accessibilité aux services	20
3.6.2 Nous avons fait de Montréal une ville plus sécuritaire	21
3.6.3 Nous avons investi dans les bibliothèques	22
3.6.4 Nous avons mis la famille, les sports et les loisirs au cœur de nos actions	23
3.6.5 Nous avons agi en matière de développement social	24

3.7 NOUS EMBELLISSONS NOTRE VILLE	25
3.7.1 Nous rendons la ville plus propre	25
3.7.2 Nous mettons en valeur notre patrimoine et misons sur le design	26
3.8 NOUS FAISONS DE MONTRÉAL UNE VILLE PLUS VERTE	27
3.9 NOUS OUVRONS NOTRE VILLE SUR LE MONDE	28
3.10 NOUS DÉVELOPPONS LA VILLE	30
3.10.1 Nous menons à bien les grands projets	30
3.10.2 Nous favorisons le développement local	34
3.11 NOUS AVONS BÂTI CETTE VILLE	37
4. LE CONTEXTE ACTUEL : LES DÉFIS DE 2009	41

1. MONTRÉAL A CHANGÉ



En 2001, j'ai fait le choix de Montréal. Les défis étaient nombreux et j'en étais conscient. Leur ampleur nécessitait de mobiliser une équipe compétente et expérimentée pour les relever. C'est ce que j'ai fait. Depuis, mon engagement envers Montréal je le renouvelle quotidiennement lorsque très tôt le matin je me rends à l'hôtel de ville, en ayant à l'idée d'honorer la confiance que m'ont accordée mes concitoyens. Confiance qu'ils m'ont renouvelée en 2005. Cet état d'esprit décrit bien la base de mon engagement politique et mes valeurs : travail, honnêteté et détermination.

À l'aube d'un rendez-vous électoral municipal, où j'ai décidé de solliciter la confiance des Montréalaises et des Montréalais pour une troisième fois, il m'apparaît important de prendre le temps de réfléchir à mon action politique des dernières années et de jeter un regard vers l'avenir.

Baucoup de chemin a été parcouru depuis que j'ai accédé à la mairie de Montréal, il y a près de huit ans. Les défis de 2009 et des années à venir sont pourtant différents.

Le monde a changé. Montréal a changé. Le contexte économique a changé. Nous sommes en train de vivre la plus importante crise économique mondiale depuis la Grande Dépression de 1929. Cela n'est pas sans avoir des effets sur notre ville. De sérieuses questions se posent sur la gestion des finances publiques municipales, des choix difficiles devront être faits. Toutefois, ils devront l'être avec une préoccupation fondamentale : protéger la qualité de vie et les services offerts aux citoyens.

Alors que plusieurs villes nord-américaines sont aux prises avec des taux de chômage importants et un marché de l'immobilier qui s'est effondré, Montréal est en meilleure position. Néanmoins, nous devons tout de même redoubler d'ardeur afin d'accentuer nos efforts de développement économique. Plus que jamais, avec l'évolution du rôle des villes, l'administration d'une grande métropole comme Montréal doit contribuer à créer de la richesse et à mettre en place les conditions pour la créer.

Alors que Montréal s'engage dans un moment déterminant de son histoire, je crois fermement qu'il faut, aujourd'hui plus que jamais, un leadership rassembleur pour mener les destinées de notre métropole.

Voilà autant de questions et d'enjeux qui seront d'actualité et discutés abondamment au cours des prochaines semaines. D'où l'importance pour moi de m'arrêter quelques instants pour réfléchir, pour revenir sur les actions posées au cours des dernières années et pour partager avec les Montréalais quelques éléments de perspectives sur notre avenir collectif.

2. LE CONTEXTE DE 2001

Je me rappelle comme si c'était hier certains éléments de l'actualité de l'hiver 2000-2001, celui où j'ai décidé de me lancer dans la course à la mairie de Montréal.

Tout d'abord, les citoyens avaient été muselés, voire mis au ban, par l'Administration qui était en poste. Les lieux de prise de parole avaient été éliminés les uns après les autres. Si bien que la colère grondait chez plusieurs.

Les finances publiques de la ville étaient dans un horrible état. Notre endettement augmentait à un rythme incontrôlé et atteignait des proportions vertigineuses. Si bien que la qualité des services aux citoyens offerts par la Ville était menacée à très court terme. Il en était de même de la perspective d'une augmentation foudroyante du compte de taxes des contribuables qui planait comme un spectre au-dessus de l'hôtel de ville.

Je me rappelle également que la crise du logement du 1^{er} juillet avait atteint des allures de psychose collective. Si bien que les Montréalais planifiaient leur déménagement quasiment une année à l'avance. Combien de reportages ont été réalisés sur des familles qui se retrouvaient sur le trottoir avec leurs meubles et leurs boîtes ce jour-là, faute d'avoir trouvé un endroit pour emménager. Je me souviens par ailleurs que la plupart d'entre elles étaient issues de milieux défavorisés, de communautés d'origines diverses, de minorités visibles ou encore de familles monoparentales dont les jeunes enfants étaient considérés comme trop bruyants par certains propriétaires. D'autres Montréalais devaient, quant à eux, se contenter de logements insalubres. Alors que le marché immobilier locatif est jugé en équilibre lorsque le taux d'inoccupation est autour de 3 %, en 2001, ce taux était de 0,6 % : une situation explosive.

Aussi, il y avait l'état lamentable de nos infrastructures. Un actif de plusieurs milliards de dollars négligé, voire carrément oublié, pendant plusieurs décennies. Parce que les conduites d'aqueduc et d'égouts sont enfouies à deux mètres sous terre, on a parfois tendance à oublier qu'elles sont un élément essentiel à notre qualité de vie. Parce que nos usines de traitement d'eau potable et notre usine d'épuration des eaux usées sont fonctionnelles, on ne s'en soucie guère. Parce que l'eau coule du robinet, on se dit que tout va bien. Rien n'est plus faux. C'est ce qui explique la surprise générale lorsqu'un immense geyser apparaît au beau milieu d'une artère principale en pleine heure de pointe. Situation que l'on continue d'observer bien trop souvent.

En ce qui concerne notre réseau routier, force est d'admettre qu'il était en tout aussi mauvais état. Les milliers de nids-de-poule qui envahissent nos rues chaque printemps suffisent à nous le rappeler. Pourtant, il s'agit encore là d'éléments fondamentaux de notre sécurité et de notre qualité de vie en tant que citoyens. Par ailleurs, les nombreuses plaintes et le ton des lignes ouvertes qui traitent de ce sujet démontrent l'importance que lui accordent les Montréalais.

S'il y a un point qui fait consensus à Montréal, c'est bien l'importance d'investir dans le transport en commun. Alors qu'il s'agit d'un élément fondamental pour bâtir une ville moderne et efficace, la fin de la décennie 1990 avait pourtant donné lieu à un désinvestissement important de la Ville envers la Société de transport de Montréal. Toute perspective d'amélioration du service avait été abandonnée et aucun projet d'envergure n'était sur la planche à dessin.

De plus, depuis plus de 10 ans, il y avait un moratoire à la Communauté urbaine de Montréal sur l'acquisition de nouveaux territoires pour la protection de nos milieux naturels. Cela créait une pression, voire une menace, sur nos espaces verts ainsi que sur les rives de notre île.

Enfin, un autre enjeu, central à l'époque, divisait l'île comme jamais par le passé et avait exacerbé nos différences les plus profondes. Je parle bien sûr des fusions municipales. La division était perceptible dans plusieurs quartiers et un climat de méfiance omniprésent s'était emparé de nos rapports collectifs. Si bien qu'aujourd'hui encore, pour plusieurs, les plaies sont toujours vives, et que, pour d'autres, elles sont à peine cicatrisées.

Je pourrais vous citer quelques autres éléments d'actualité de l'hiver 2000-2001, mais je m'arrête ici. Si certains trouvent ce portrait bien négatif, il correspond en tout point à la réalité et aux défis de 2001. Et si je m'en souviens si bien, c'est parce qu'à l'époque, c'est en toute connaissance de cause que j'ai pris la décision réfléchie de briguer la mairie de Montréal. Voilà ce que ça signifie pour moi quand j'affirme avoir fait le choix de Montréal : c'est-à-dire affronter avec courage l'adversité pour redresser la situation.

3. NOUS NOUS SOMMES RETROUSSÉ LES MANCHES

Tous les politiciens vous le diront, on ne se fait pas élire avec des bilans, mais bel et bien avec des propositions. Je persiste tout de même à croire que le passé est garant de l'avenir et qu'il nous en apprend beaucoup sur la valeur des personnes. La principale difficulté avec les bilans politiques, c'est que les critères de la population évoluent en fonction des besoins et cela est tout à fait normal. Quand un problème est réglé, en tout ou en partie, on oublie rapidement la contrainte négative qui y était associée. Cette contrainte finit par se dissiper comme si elle n'avait jamais existé.

3.1 NOUS AVONS REDONNÉ LA PAROLE AUX CITOYENS

Par exemple, lorsque je suis arrivé en poste, les citoyens n'avaient plus de réel droit de parole, leur voix n'était plus entendue, ni bienvenue. Le parti qui nous a précédés avait aboli des instances de démocratie citoyenne comme le Bureau de consultation de Montréal ainsi que les cinq commissions permanentes du conseil municipal. C'est dans ce contexte de grande insatisfaction de la population, alors que j'étais moi-même un citoyen engagé et à titre bénévole, que pendant plus de cinq mois, j'ai présidé une vaste consultation.

Mes nombreuses discussions avec tous ces Montréalais hautement préoccupés par leur quartier et leur milieu de vie me confirmaient que la Ville devait se bâtir sur des assises solides, assises qui devaient mettre le citoyen au cœur de l'action et des décisions. C'est pourquoi, sitôt élu à la mairie de Montréal, j'ai tenu le Sommet de

Montréal de 2002 qui a réuni plus de 4 000 personnes. Nous avons réfléchi et dessiné la ville que nous voulions.

D'une situation de déficit démocratique, Montréal est maintenant cité en exemple à travers le monde pour sa créativité et son innovation dans le domaine. Je voulais redonner une voix à la population montréalaise et c'est chose faite. À commencer par nos démarches qui nous ont permis d'obtenir du gouvernement du Québec le droit au référendum, à cela s'est ajouté un autre outil permettant de prendre le pouls de la population sur certains projets : l'Office de consultation publique de Montréal. J'y reviendrai plus loin.

Au cours des prochains mois, nous mettrons à la disposition du public un autre moyen de faire entendre sa voix avec l'adoption de règles régissant le droit d'initiative. Nous avons innové en instaurant un poste d'ombudsman. Montréal fut la première ville au Canada à se doter d'un tel mécanisme où une personne indépendante est chargée de faire respecter les droits des citoyens dans leur rapport avec l'administration municipale. J'ai également réinstauré les commissions permanentes du Conseil et créé le Conseil jeunesse de Montréal, le Conseil des Montréalaises et le Conseil interculturel de Montréal.

Au-delà de tous ces gestes, j'ai voulu également intégrer, dans un même instrument, la définition de cette ville que nous voulons. En 2005, nous avons donc posé un geste puissant en adoptant la Charte montréalaise des droits et responsabilités. Cette charte, élaborée par les citoyens et pour eux, est un véritable contrat social entre la Ville et sa population en matière économique, culturelle, d'environnement, de sécurité, d'activité physique, de loisirs et pour l'ensemble des services municipaux. La société civile et moi convenions que ce geste se devait

d'être protégé à travers le temps et c'est pourquoi cet outil est désormais intégré dans la Charte de la ville.

Alors que nous rétablissions les fondements mêmes de la démocratie municipale, nous nous attaquons, sur plusieurs fronts, à d'autres défis importants.

3.2 NOUS AVONS REDRESSÉ LES FINANCES PUBLIQUES DE LA VILLE

Les finances publiques étaient littéralement dans un état catastrophique, lorsque nous sommes arrivés à l'automne 2001. Nous avons dû prendre des mesures énergiques pour redresser la situation. Par exemple, nous avons procédé au refinancement du déficit actuariel de nos régimes de retraite. Au total, c'est 1,2 milliard de dollars que la Ville économise sur 40 ans dans cette opération. Dans la foulée des fusions municipales, nous avons également effectué l'harmonisation des régimes de retraite, produisant ainsi des économies substantielles tout en minimisant les risques pour la Ville.

L'une des principales marques de commerce de notre Administration est la saine gestion des finances publiques. Les illustrations démontrant la rigueur et la prudence de notre gestion des fonds publics sont nombreuses.

Tout juste réélus, nous nous étions engagés à réduire la taille de la fonction publique municipale de 1 000 postes par attrition et de générer des économies récurrentes de 300 millions de dollars au terme de notre mandat. C'est ainsi que nous avons lancé un vaste chantier de recentrage des activités et des opérations de la Ville autour de ses missions essentielles – mieux connues sous le nom de RASOP. Nous avons rempli cet engagement. Nous

atteignons en 2009, comme prévu, les objectifs ambitieux que nous nous étions fixés.

Grâce à nos efforts, nous avons réussi à limiter la croissance des dépenses de la Ville. Mieux encore, Montréal affiche l'une des plus faibles croissances des dépenses de toutes les grandes villes canadiennes au cours des cinq dernières années.

Nous nous sommes également assuré d'exercer un contrôle serré de notre endettement à long terme. La réputée firme de notation Moody's le reconnaît : elle accorde à Montréal la cote de crédit Aa2, la plus élevée de son histoire.

La situation financière de la Ville s'est améliorée et ceci nous a permis de passer à l'action. Dépenser moins pour investir davantage, voilà tout le sens de nos actions.

Nous avons également contracté un engagement important auprès des contribuables, soit celui de ne pas augmenter les charges fiscales générales des Montréalais. Notre Administration a honoré cet engagement. Au-delà de ce terme bien technique, concrètement, ce que ça veut dire, c'est plus d'argent dans les poches des citoyens. De l'argent dans vos poches, pour payer l'épicerie, l'hypothèque ou le loyer et les comptes à la fin du mois. C'est donc dire que notre gestion prudente et rigoureuse des finances publiques profite directement aux Montréalaises et aux Montréalais.

Toutefois, la récession économique actuelle engendre de nouvelles pressions budgétaires sur les finances municipales qui nécessiteront des choix avisés au cours des prochaines années.

3.3 NOUS AVONS RÉGLÉ LA CRISE DU LOGEMENT

Prenez la crise du logement que j'ai décrite tout à l'heure. Les effets les plus néfastes ne sont plus ressentis avec la même acuité qu'auparavant. Qu'est-il advenu de ces centaines de familles laissées pour compte sur le trottoir chaque 1er juillet ? Et bien, grâce à notre Administration et à nos partenaires, elles ont maintenant un logement. Pourquoi ? Parce que nous avons agi avec force et consacré des efforts titanesques à redresser la situation.

Les efforts déployés par notre Administration depuis 2002 sont sans précédent dans l'histoire de Montréal. En concertation avec les acteurs du milieu, nous avons lancé une opération pour la construction de nouveaux logements sociaux et communautaires : l'opération «Solidarité 5 000 logements». Plusieurs m'ont dit que c'était impossible d'en construire autant dans un si court laps de temps. Nous l'avons fait. L'objectif de construire ces 5 000 logements sociaux et abordables fut atteint dans les délais.

Pour notre deuxième mandat, j'ai poussé l'audace à rééditer le même engagement. Nous sommes en voie de concrétiser cet objectif : les logements déjà occupés et ceux qui sont à diverses étapes de réalisation comptent quelque 3 300 logements pour familles ou personnes seules, 1 000 logements pour aînés et 700 logements pour personnes vulnérables, dont des femmes victimes de violence, des personnes sans-abri et des jeunes en difficulté.

Aussi, pour nous assurer que l'offre de logement soit adaptée à une demande diverse pour, entre autres, répondre au besoin des jeunes familles souhaitant accéder à la propriété, nous avons mis en place des

programmes qui, depuis 2004, ont profité à près de 5 200 ménages. En 2008, nous avons bonifié notre aide pour qu'elle soit particulièrement généreuse à l'endroit des familles : ainsi, la subvention offerte aux ménages avec un enfant pour l'achat d'une première propriété est maintenant de 10 000 dollars.

Notre Administration a lancé le programme d'aide financière Habitations urbaines pour familles afin d'encourager les promoteurs à concevoir des projets résidentiels destinés aux familles. Grâce à ce programme, près de 200 habitations de plus seront sous peu sur le marché.

Ce n'est pas tout de construire de nouveaux logements. Je suis très préoccupé par le fait que des Montréalais occupent des logements insalubres et vivent dans des conditions tout à fait inacceptables. Nous avons lancé une offensive d'envergure en 2007 et je peux vous dire que nous avons à l'œil les propriétaires délinquants. En moins de deux ans, nous avons inspecté 4 250 logements et ce n'est qu'un début. Ces inspections ont donné lieu à un grand nombre d'interventions. La plus spectaculaire d'entre toutes est certainement la démolition des taudis de Place l'Acadie et Place Henri-Bourassa. Ces ensembles immobiliers, qui faisaient la manchette depuis des décennies, seront remplacés par un nouveau complexe tout neuf qui répond à nos objectifs en matière de mixité sociale du logement.

Le logement doit aussi être assuré pour les plus démunis et les plus vulnérables d'entre nous. Je me souviens de l'automne 2001, dans la foulée de la campagne électorale et à l'approche de la saison hivernale, avoir vu des gens qui avaient construit des abris de fortune, faute de places

dans nos maisons d'accueil. Cette situation m'était intolérable. J'ai convoqué dès le 7 janvier 2002 tous les acteurs du milieu de l'itinérance et du logement social pour trouver des solutions.

Avec ces partenaires, nous avons développé tout un réseau de ressources d'hébergement de deuxième ligne pour soulager les refuges comme la Old Brewery Mission qui devait refuser du monde certains soirs.

Ce plan d'action a eu des résultats très concrets. Par exemple, la Maison du Père a construit un projet de 142 petits logements, l'Accueil Bonneau a réalisé le projet Joseph Vincent qui compte 49 logements, *Rues des femmes* a ajouté 20 logements à ses ressources d'hébergement, la Old Brewery Mission s'est dotée de 30 logements supervisés supplémentaires. Nous avons aussi fait don d'un terrain au Chaînon qui a construit la Maison Yvonne de Maisonneuve qui comprend 12 logis. Désormais, les plus démunis de notre société peuvent avoir accès à un hébergement s'ils le souhaitent.

Au-delà des chiffres et des statistiques, ce qu'il faut retenir : c'est autant de Montréalais qui ont amélioré leurs conditions de vie et la pénurie de logements que nous avons contribué à enrayer.

Lorsque nous réussissons à faire une différence dans le quotidien des gens et à améliorer leurs conditions de vie, je me dis que le service public est encore une grande et noble idée. Il reste et restera toujours des iniquités à régler en matière de logement, particulièrement pour répondre aux besoins en matière de logements sociaux mais, aujourd'hui, vous me permettez de prendre la

mesure du chemin parcouru. J'aurai l'occasion de revenir avec des propositions concrètes dans ce domaine lors de la campagne électorale de l'automne.

3.4 NOUS INVESTISSONS DANS NOS INFRASTRUCTURES

3.4.1 Nous investissons massivement dans les infrastructures reliées à l'eau

Le défi de la gestion des infrastructures de l'eau à Montréal est de taille. Nous produisons quotidiennement 2,8 millions de mètres cubes d'eau potable, circulant dans plus de 6 000 kilomètres de conduites principales et secondaires. À cela, il faut ajouter des usines de traitement de l'eau potable, d'immenses réservoirs et des stations de pompage. Aussi, il ne suffit pas de produire l'eau potable, mais encore faut-il traiter nos eaux usées. Nous traitons 2,5 millions de mètres cubes d'eaux usées par jour à notre usine de traitement des eaux usées qui sont acheminées par 6000 autres kilomètres de conduites d'égouts. Entretenir toutes ces infrastructures n'est pas simple.

À notre arrivée à l'hôtel de ville en 2001, nous avons rapidement été informés de l'état de désuétude dans lequel se trouvaient nos infrastructures. Une vaste étude menée par SNC-Lavalin en 2002 nous apprenait que 33 % des conduites avaient atteint et dépassé leur durée de vie utile. Imaginez, certaines conduites ont plus de 100 ans d'âge, c'est-à-dire qu'elles ont été construites à la fin du XIXe siècle. Par ailleurs, qui ne se souvient pas du bris de la conduite principale de 72 pouces sur Pie IX en août 2002 ? Des centaines de familles avaient vu leur

logement inondé et 22 000 personnes ont été privées d'eau pendant 10 jours, si bien que la Ville fut obligée de procéder à la distribution massive d'eau potable.

Nos infrastructures de l'eau sont désuètes, car elles ont été victimes d'un grave sous-investissement pendant des décennies. C'est ce sous-investissement, bien plus que les variations brusques de température en hiver, qui constitue la cause première des désormais célèbres bris de conduites. Règle générale, uniquement pour en maintenir l'état, ce type d'actif nécessite qu'on y investisse 1 % de sa valeur totale chaque année. C'est donc dire que, pour cet actif d'une valeur approximative de 30 milliards de dollars, il faudrait y consacrer un budget de 300 millions de dollars par année.

Imaginez, entre 1992 et 2001, c'est seulement 16 millions de dollars qui étaient affectés annuellement au budget de la gestion de l'eau à Montréal. Et, comme n'importe quel actif, si on n'en fait pas l'entretien correctement, au fil des années, il se détériore plus vite. Ce sous-investissement explique l'ampleur du rattrapage que nous avons à effectuer.

Depuis, sous l'impulsion de notre Administration, Montréal a entrepris le plus grand chantier de réfection d'infrastructures reliées à l'eau de son histoire.

En 2004, nous avons créé le Fonds de l'eau, qui permettra d'effectuer un investissement de 10 milliards de dollars sur 20 ans. En 2009, nos investissements pour les infrastructures reliées à l'eau sont de 350,7 millions de dollars. C'est donc dire que nous investissons dans ce domaine prioritaire plus de 20 fois plus que les maigres 16 millions annuels de nos prédécesseurs.

Toutefois, même avec toute la bonne volonté du monde, on ne peut régler une situation aussi grave à très court terme. Ce qu'il faut pour les prochaines années, c'est continuer à gérer les finances publiques avec rigueur afin de se dégager une marge de manœuvre financière pour continuer à investir dans nos infrastructures reliées à l'eau. Ce qu'il faut, c'est également une détermination à toute épreuve pour qu'année après année, nous arrivions finalement à réparer les négligences du passé. Notre Administration sait faire preuve de détermination dans l'action.

Entre-temps, rappelons-nous qu'il en va de notre qualité de vie. Tous, nous voulons disposer d'une eau potable de la meilleure qualité possible, d'infrastructures sanitaires efficaces et d'une pression d'eau suffisante pour pouvoir répondre à nos besoins quotidiens.

3.4.2 Nous investissons massivement dans les infrastructures routières

Une ville nordique comme Montréal, qui connaît de plus en plus de périodes de gel et de dégel pendant l'hiver, aura toujours à lutter contre l'apparition printanière des nids-de-poule. Toutefois, le fait que nous en retrouvions en si grand nombre est aussi un héritage des sous-investissements du passé.

C'est pourquoi, là encore, nous avons dû augmenter de façon substantielle nos investissements dans les infrastructures routières et effectuer un rattrapage. Lors de la campagne électorale de 2005, nous nous étions engagés à y consacrer 500 millions de dollars au cours des quatre années de notre mandat. Et bien, nos investissements totaliseront plutôt 603 millions de dollars.

Concrètement, ces montants servent à la réfection du réseau routier, à la construction et la réhabilitation des viaducs, des ponts et des tunnels, à l'amélioration de la signalisation, à réaliser des chantiers d'envergure ainsi qu'à réaménager les intersections pour les rendre plus sécuritaires.

Ces actions sont de plus en plus visibles et se remarquent. Si vous allez sur la rue Amherst ou sur le boulevard Saint-Laurent, vous verrez combien il est agréable maintenant d'y circuler. On peut également le constater en allant se promener sur le chemin Queen-Mary ou encore sur le boulevard de Maisonneuve. Ces rues se sont refait une beauté. Vous remarquerez également que les nids-de-poule se font de plus en plus rares sur ces artères. Nous sommes en train de reprendre le contrôle de la situation.

Toutefois, le symbole du succès de notre Administration dans ce domaine demeure, sans conteste, le réaménagement de l'échangeur du Parc-des Pins. Nous avons littéralement transformé un affreux amas de béton qui bloquait la vue du mont Royal et de l'Hôpital Hôtel-Dieu en une artère urbaine conviviale.

D'abord, dès le début, c'est un projet qui a reçu un appui clair de la population lors de la tenue d'une assemblée publique. Rarement un projet d'infrastructure municipale n'a apporté autant de bénéfices directs et immédiats aux résidents : ceux-ci peuvent maintenant se rendre de façon sécuritaire sur le mont Royal; une voie cyclable a été aménagée dans le nouveau carrefour; et des terrains, autrefois occupés par l'échangeur, ont été transformés en espaces verts. Enfin, cet aménagement urbain confère

un prestige au carrefour qui est devenu une porte d'entrée vers le centre-ville, digne de la beauté du secteur et de sa position stratégique.

3.5. NOUS METTONS DE L'AVANT LE PLAN DE TRANSPORT

Des bouchons monstres se produisent tous les jours dans la grande région de Montréal. Au cours des dernières années, la congestion du réseau routier régional et la circulation dans les rues locales se sont accrues significativement. Elles engendrent des pertes économiques qui sont évaluées à près d'un milliard de dollars annuellement. À cela, il faut ajouter les effets néfastes sur la santé de nos concitoyens tels le stress, l'asthme et les maladies respiratoires reliées à la mauvaise qualité de l'air.

Aussi, lorsque l'on prend en compte l'utilisation accrue de l'automobile et la hausse inéluctable du prix de l'essence, toutes les prévisions nous indiquent que nous nous dirigeons collectivement vers une impasse.

C'est pourquoi nous avons adopté un Plan de transport ambitieux et audacieux. C'est à un changement profond de la culture du « tout à l'automobile » que ce plan s'attaque. Il a pour objectif de faire des transports collectifs et actifs le moyen privilégié de déplacement des personnes dans la métropole.

Les priorités de notre Plan sont claires : le tramway au centre-ville, le prolongement du métro, d'abord vers l'est puis vers l'ouest, la navette ferroviaire entre le centre-ville et l'aéroport, l'amélioration du service de train de banlieue de l'ouest de l'île, l'amélioration des services de la Société de

transport de Montréal (STM), le train de l'Est, l'implantation rapide d'un vaste réseau de voies réservées aux autobus et au covoiturage et le déploiement du réseau cyclable.

Les Montréalais ont clairement énoncé ce qu'ils veulent pour eux et pour leurs enfants : une ville qui mise sur le développement durable, le développement des modes alternatifs à l'auto, de nouvelles infrastructures de transport collectif confortables et performantes, des aménagements urbains de la plus grande qualité et des quartiers où les familles peuvent vivre et se déplacer dans un environnement agréable et sécuritaire. C'est pour l'essentiel cette vision qui nous a guidés lors de l'élaboration du Plan de transport.

Pour notre Administration, il s'agit d'une pièce maîtresse de notre action politique. Par l'adoption de ce plan, j'ai la ferme conviction que nous sommes à poser un geste important pour notre métropole. Ce n'est pas tous les jours que nous avons l'occasion de réinventer Montréal, son centre-ville et l'ensemble de la région.

Déjà notre Plan de transport compte des réalisations concrètes. Réalisations qui sont garantes des années à venir. Premièrement, en matière de pistes cyclables, nous nous sommes engagés à doubler le réseau en sept ans. Au cours des trois dernières années, nous en avons ajouté près de 200 kilomètres pour atteindre un total de 533 kilomètres. Et pas des moindres. Nous avons réalisé la piste cyclable du boulevard de Maisonneuve qui était attendue depuis plus de trente ans et qui a été baptisée du nom de Claire Morissette, une militante engagée de la première heure en faveur du transport actif. L'été, chaque jour, 3 500 personnes roulent sur cet axe cycliste.

Nous avons mis en place un système novateur et moderne de vélo en libre-service : BIXI. Il est vrai que nous en parlons souvent. C'est simplement parce que nous en sommes très fiers. Alors que nous venons tout juste de lancer BIXI, soit le 12 mai dernier, nous avons déjà annoncé une deuxième phase de déploiement. Après trois mois d'utilisation, c'est plus de 580 000 déplacements en BIXI qui ont été effectués pour plus de 4 millions de kilomètres parcourus. D'ici la fin de l'été, c'est 5 000 vélos dans 400 stations qui seront installés dans la ville. Quand on constate l'engouement des Montréalais pour notre système de vélo en libre-service, on peut réellement parler de *Biximanie* ou encore de *Bixifolie* sans se tromper. Le succès de BIXI est tel que d'autres grandes métropoles du monde ont fait le choix de ce vélo novateur, entièrement créé et conçu par des Québécois. En effet, BIXI se retrouvera bientôt dans les rues de Londres et de Boston, et ce n'est qu'un début.

C'est ni plus ni moins qu'une véritable révolution pour favoriser les transports actifs que nous mettons de l'avant.

Et le transport en commun n'est pas non plus en reste. Grâce à notre Plan de transport et à la STM, il y a de plus en plus d'autobus dans nos rues et ceux-ci passent plus souvent. Aussi, de nouveaux trajets sont maintenant offerts. Quant au métro, tous les usagers ont remarqué que la fréquence de passage a été augmentée, diminuant ainsi le temps d'attente.

Notre plan de développement des services fonctionne, car de plus en plus de Montréalais utilisent les transports en commun. En une seule année, 2008, l'achalandage a augmenté de 4 %. Il faut poursuivre dans cette voie.

Je suis maire de Montréal depuis l'automne 2001 et nous avons augmenté les contributions de la Ville à la STM de façon substantielle, chaque année, partant de 242 millions de dollars en 2002 pour atteindre un niveau historique de 332 millions de dollars en 2009. En plus, il faut ajouter une contribution sans précédent de 39,5 millions de dollars à l'Agence métropolitaine de transport en 2009.

Je suis profondément convaincu que l'avenir et le développement de l'ensemble de la région métropolitaine passent par des investissements majeurs dans les infrastructures de transport collectif et actif. Plus que jamais, Montréal est une ville plus respectueuse de l'environnement et qui a à cœur la qualité de vie de ses citoyens.

3.6 NOUS OFFRONS DES SERVICES DE QUALITÉ

Voici quelques éléments que j'aimerais partager avec vous quant à l'amélioration de l'offre de services publics.

3.6.1 Nous avons amélioré l'accessibilité aux services

La première mission d'une Ville est de fournir des services de qualité à la population. Encore faut-il rendre ces services les plus accessibles possible à l'ensemble des citoyens. Pour y arriver, une administration municipale performante doit constamment innover et rechercher les moyens technologiques les plus efficaces. C'est pourquoi nous avons implanté en décembre 2007 le service téléphonique 311 et le Réseau Accès Montréal. En composant le 311, les Montréalais peuvent maintenant joindre la Ville sept jours sur sept. Nous avons aussi prolongé les heures de service jusqu'à 20 h 30 les soirs de semaine, et de 9 h à 17 h les fins de semaine et les jours fériés. En comparaison avec ce

qui se faisait jusqu'alors, nous avons doublé et même triplé, selon les arrondissements, le nombre d'heures de service.

Les gens n'ont pas toujours la possibilité de communiquer avec la Ville pendant les heures de travail. Cela dépend de l'emploi occupé. En leur offrant de le faire le soir et la fin de semaine, nous voulions leur simplifier la vie. Enfin, grâce à ce service, la Ville est en mesure d'assurer le suivi des demandes des citoyens, de leur réception jusqu'à leur règlement final.

3.6.2 Nous avons fait de Montréal une ville plus sécuritaire

Aujourd'hui, plus que jamais par le passé, Montréal est une ville sécuritaire. Nous avons créé une unité spéciale de notre service de police pour lutter contre les gangs de rue, nous avons implanté des policiers dans le métro et posé plusieurs autres gestes concrets. Si bien qu'en 2008, Montréal a connu son plus faible taux d'homicides depuis plus de 40 ans. Nous avons également embauché 133 policiers supplémentaires entièrement dédiés à la sécurité routière, nous avons installé près de 800 feux de circulation à décompte numérique en plus de revoir la configuration de 120 intersections parmi les plus fréquentées et les plus dangereuses. Par conséquent, Montréal affiche l'un des meilleurs bilans routiers au Canada.

Aussi, nous avons instauré un service de premier répondant dans les 19 arrondissements qui consiste à prodiguer les soins de base aux victimes d'urgences vitales en attendant l'arrivée d'Urgences-santé. Ce service, dispensé par nos pompiers, optimise le temps de réponse et permet d'être aux côtés des victimes le plus rapidement possible. Il constitue un avantage énorme pour celles-ci. En fait, chaque

seconde compte pour la survie d'un individu et contribue ainsi à la réduction du taux de mortalité. Le projet a été mis de l'avant en 2007, jusqu'à maintenant plus de 1 000 pompiers ont suivi la formation et sont habilités à intervenir de façon quotidienne.

3.6.3 Nous avons investi dans les bibliothèques

À la suite du sommet *Montréal métropole culturelle* de novembre 2007, l'ensemble des partenaires du milieu culturel s'est rassemblé autour d'un plan d'action. Nous réalisons actuellement ce plan d'action. Notre Administration a assumé un leadership mobilisateur en matière de culture. Nos bibliothèques en sont une illustration éloquente. J'avais la ferme conviction que les rendre plus accessibles, confortables et d'enrichir leurs collections est le plus beau cadeau que nous puissions faire à nos concitoyens. Après tout, elles sont autant de portes d'entrée vers la connaissance.

Nous avons d'abord corrigé une anomalie, en instituant la gratuité dans l'ensemble des 44 bibliothèques publiques de Montréal. Nous avons par la suite augmenté de façon significative leurs heures d'ouverture. Alors que plusieurs étaient ouvertes moins de 30 heures par semaine, toutes nos bibliothèques publiques, sans exception, sont maintenant ouvertes sept jours sur sept, soit un minimum de 53 heures par semaine.

Nous avons également investi pour bonifier les collections de livres et de documents audiovisuels de même que nous avons ajouté du personnel pour répondre aux besoins exprimés par nos utilisateurs. Enfin, nous avons annoncé des investissements majeurs pour rénover les bibliothèques existantes et pour en construire de nouvelles. Je pense, entre autres, à la toute nouvelle bibliothèque

Père-Ambroise dans l'arrondissement de Ville-Marie et à celle du Sud-Ouest que nous avons inaugurées récemment. Je pense aussi à la bibliothèque Marc-Favreau que nous allons bientôt construire dans Rosemont-La Petite-Patrie au coût de 12 millions de dollars et qui sera située à l'angle des rues Rosemont et Châteaubriand et à la bibliothèque Benny dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. Nos bibliothèques constitueront un vaste chantier pour les prochaines années.

3.6.4 Nous avons mis la famille, les sports et les loisirs au cœur de nos actions

La famille a été au cœur de nos actions. À partir de la perspective : ma maison, ma rue, mon quartier, ma ville; nous avons adopté une série de mesures concrètes. Par exemple, nous modernisons les aires de jeux dans les parcs montréalais.

Aussi, nous investissons comme jamais dans les infrastructures de loisirs. Nous avons construit et inauguré le nouveau TAZ, l'un des plus grands parcs au Canada de pratique de *skateboard*, de BMX et de patins à roues alignées. Nous avons créé un parc de planche à neige au parc Jean-Drapeau, le premier à Montréal. Nous avons rénové l'aréna Maurice-Richard pour en faire un centre d'entraînement de patinage de vitesse sur courte piste. Nous terminons les rénovations de la piscine au Complexe Claude-Robillard. Nous allons construire un nouveau stade de soccer intérieur et nous allons moderniser une quinzaine d'aréna à l'échelle de la ville. Nous allons construire le Complexe sportif et communautaire Benny dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et le Centre aquatique et sportif de Cartierville. Nous allons construire

le nouveau Planétarium. Quand je dis que nous avons la tête pleine de projets pour les années à venir, voilà ce que ça signifie.

3.6.5 Nous avons agi en matière de développement social

En matière de développement social, nous avons négocié une nouvelle entente de trois ans avec le gouvernement du Québec pour lutter contre la pauvreté. Cette entente prévoit une enveloppe budgétaire totale de 24 millions de dollars, soit 9 millions de dollars de plus que l'entente précédente. La plus grande partie de ces sommes sont directement redistribuées aux groupes communautaires qui viennent en aide aux clientèles les plus démunies de notre société. Nous avons mis en place un tribunal en santé mentale et nommé un procureur désigné afin d'offrir des services adaptés à la situation personnelle des contrevenants présentant des troubles mentaux.

De même, afin d'accélérer l'amélioration de l'accessibilité universelle de nos bâtiments municipaux, nous avons doublé nos investissements dans ce domaine pour atteindre deux millions de dollars annuellement. Cela fait une différence pour plusieurs Montréalais aux prises avec des limitations physiques. Je pense, par exemple, au Centre Claude-Robillard qui est maintenant à la fine pointe des normes d'accès pour personnes handicapées. Ces dernières peuvent maintenant y pratiquer leur sport favori sans contrainte.

Nous corrigeons également une anomalie importante. À notre arrivée à l'hôtel de ville, pas une seule station de métro ne disposait d'ascenseur pour les usagers ayant des limitations physiques dans leur déplacement. C'est donc dire qu'il leur était pratiquement impossible d'accéder

au métro. Nous avons amorcé ce chantier et d'ici la fin 2009, trois stations seront équipées d'ascenseurs modernes, soit : Lionel-Groulx, Bonaventure et Berri-UQAM. D'ici la fin de l'année 2011, nous en ajouterons deux autres, soit : Henri-Bourassa et Côte-Vertu, si bien que cinq stations seront bientôt parfaitement accessibles. Et ceci n'est qu'un début.

3.7 NOUS EMBELLISSONS NOTRE VILLE

3.7.1 Nous rendons la ville plus propre

Lors de l'élection de 2005, nous nous étions engagés, avec la collaboration de nos partenaires, à rendre la ville plus propre et à l'embellir. Depuis, nous avons consacré 10 millions de dollars supplémentaires par année à l'amélioration de la propreté, ce qui équivaut à un accroissement de 17 % du budget pour la propreté de l'ensemble des arrondissements. Cela nous a permis de créer les brigades de la propreté qui envahissent nos rues chaque printemps et pendant l'été. Le secteur privé fait aussi son effort et a répondu à notre appel à la mobilisation. Je pense, entre autres, à Destination Centre-ville qui s'est dotée de sa propre brigade de la propreté. Depuis 2006, nous consacrons également chaque année environ 1 million de dollars supplémentaires au nettoyage des graffitis, prioritairement au centre-ville. Si bien que le taux de récidive a baissé de 50 % à 15 % dans ce secteur.

3.7.2 Nous mettons en valeur notre patrimoine et misons sur le design

Pour nous, il était très important de préserver le riche patrimoine de notre métropole. C'est pourquoi nous avons présidé à l'adoption de la première Politique du patrimoine de la Ville de Montréal en 2005. Cela nous a amenés à poser des gestes concrets. Je pense, entre autres, à la restauration du *Monument Sir George-Étienne Cartier* sur l'avenue du Parc qui s'est refait une beauté et à la restauration de la croix du mont Royal qui est désormais équipée d'un nouveau système d'éclairage spectaculaire. Je pense aussi à la Place d'Armes, au Square Dorchester et la Place du Canada que nous rénoverons très bientôt.

De même, à la suite de nos démarches, Montréal a été désigné Ville UNESCO de design en 2006 et fait maintenant partie d'un prestigieux réseau de métropoles internationales. Nous avons été désignés Ville UNESCO de design en raison de la très forte concentration de talents qu'on retrouve dans notre métropole. Nous avons tenu cette année la troisième édition des Portes Ouvertes Design Montréal qui a permis à la population de rencontrer des designers et des architectes montréalais et de découvrir des lieux inspirants de la ville. Le public a pu voir gratuitement plus de 65 agences, projets et lieux montréalais de diffusion du design et ce n'est pas moins de 20 955 visites qui ont été enregistrées, soit le double de l'an dernier. De plus en plus, notre Administration fait le choix de lancer des concours de design, lorsque nous avons à construire un nouveau bâtiment public ou encore pour redessiner du mobilier urbain. Que de potentiel Montréal regorge en matière de design.

3.8 NOUS FAISONS DE MONTRÉAL UNE VILLE PLUS VERTE

Le développement durable est un concept relativement récent dans l'histoire de l'humanité. Né il y a à peine une vingtaine d'années, ce concept est aujourd'hui une réalité et une priorité pour toute administration publique responsable au niveau mondial. Parce qu'il vise à assurer aux générations qui viendront après nous un monde plus respectueux de ses ressources, plus responsable dans sa consommation et dans sa gestion de l'environnement ; le développement durable est un enjeu incontournable tant sur les plans social, économique que politique. Assumant des pouvoirs de proximité, les Villes sont interpellées au premier chef et sont bien placées pour améliorer les choses. Les Villes ont le pouvoir de poser des gestes simples et concrets, des gestes importants qui ont de grandes retombées.

Voilà pourquoi nous avons voulu que Montréal soit une ville active et même, pionnière en matière de développement durable. Dès le début de notre Administration, nous avons adopté le premier Plan stratégique de développement durable de Montréal et mobilisé plus de 160 partenaires pour le réaliser. Nous avons établi des priorités claires pour la qualité de l'air, la qualité des milieux de vie et la gestion responsable des ressources. Nous avons obtenu des résultats probants. À titre d'exemple, nous avons déjà réduit de plus de 6 % nos émissions de gaz à effets de serre et nous supprimerons très bientôt nos émissions de gaz frigorigènes dans les arénas.

Demême, nous avons mis fin aux activités d'enfouissement des déchets au Complexe environnemental Saint-Michel, nous avons banni l'utilisation des pesticides, nous

avons adopté un règlement qui interdit le chauffage au bois dans toutes les constructions neuves, nous avons adopté un Plan de protection et de mise en valeur du mont Royal et investi 20 millions de dollars pour la protection de notre montagne, nous avons implanté la collecte sélective dans les immeubles résidentiels de neuf logements et plus, nous avons implanté la collecte et la valorisation des résidus verts et nous avons élaboré un nouveau Plan directeur de gestion des matières résiduelles qui introduira la collecte et le traitement des résidus alimentaires.

En 2004, nous avons adopté une politique de protection des milieux naturels et créé un fonds d'acquisition de terrains de 36 millions de dollars. Si bien que, très bientôt, nous aurons protégé 6 % du territoire terrestre (boisés et milieux humides) de Montréal. C'est donc dire que nous avons pu protéger plus de 1 000 hectares de nos plus beaux espaces naturels. Rappelons, par exemple, tout le débat autour des terrains en face du Rapide-du-cheval-blanc sur la Rivière-des-Prairies près de Pierrefonds. Ceux-ci sont maintenant soustraits à toute possibilité de développement.

Voilà autant d'exemples de notre parti pris en faveur de l'environnement, du développement durable et de la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais.

3.9 NOUS OUVRONS NOTRE VILLE SUR LE MONDE

En 1967, avec l'Exposition universelle, Montréal s'ouvrait définitivement sur le monde. Elle a poursuivi ces actions d'ouverture en développant des liens privilégiés avec des villes comme Paris, Shanghai, Hiroshima et Lyon. Je me suis vite rendu compte que plusieurs des ententes

qui ont été signées, à travers le temps, n'avaient pas eu de retombées concrètes. Bien plus que des relations internationales, Montréal devait prendre le virage des affaires internationales. Grâce au leadership de notre Administration, non seulement nos liens avec les autres métropoles du monde servent-ils maintenant à faire rayonner l'expertise montréalaise, mais aussi à profiter des expériences et des succès réalisés ailleurs. Le vélo en libre-service constitue un exemple probant.

Par ailleurs, j'ai tenu à ce que Montréal rayonne d'une façon particulière. En tant que maire d'une métropole de langue française, il m'importait que Montréal joue un plus grand rôle dans la francophonie. Aujourd'hui, j'agis à titre de vice-président de l'Association internationale des maires francophones. Nous avons également fait le choix d'orienter nos actions internationales dans les domaines de la biodiversité et du développement durable, de la démocratie et de la paix, de la gastronomie, de la culture et du design. Aussi, Montréal est un membre actif de l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis dont les membres représentent la moitié de la population mondiale et qui vise principalement à promouvoir une autonomie locale démocratique forte et effective dans le monde entier.

Au cours des prochaines années, je souhaite intensifier cette ouverture par le biais de missions économiques et culturelles qui viendront appuyer les efforts de nos entreprises montréalaises, et par des projets concrets de coopération où Montréal pourra transférer son expertise. Il faut aussi s'assurer que les nombreuses ONG qui ont leur siège social à Montréal soient mises à contribution, notamment pour venir en aide à Port-au-Prince (Haïti) et

Bamako (Mali), deux zones ciblées et priorisées par notre Administration.

3.10 NOUS DÉVELOPPONS LA VILLE

3.10.1 Nous menons à bien les grands projets

Lorsque j'ai été élu maire de Montréal, je me rappelle qu'il y avait beaucoup de grogne sur la façon dont étaient menés les grands projets de développement dans notre métropole. Les griefs provenaient de toutes parts. Les citoyens se sentaient peu ou pas consultés sur des projets qui allaient pourtant bouleverser leur environnement immédiat et parfois leur qualité de vie. Les promoteurs se plaignaient de l'attitude bureaucratique de la Ville à leur endroit et du fait que c'était bien trop compliqué de faire des affaires à Montréal. D'autres affirmaient que la Ville n'avait pas de vision intégrée de son développement. Tous avaient raison.

Premièrement, nous avons créé l'Office de consultation publique de Montréal. Grâce à cette initiative, les citoyens ont maintenant voix au chapitre. Depuis sa création en 2002, ce n'est pas moins de 86 projets qui ont été étudiés par l'Office. Celui-ci a tenu 275 séances publiques auxquelles 30 000 citoyens et organismes ont participé et où plus de 1 000 d'entre eux ont pris la parole ou présenté un mémoire. Nous pouvons affirmer avec force que cette initiative de notre Administration a contribué à démocratiser les projets de développement à Montréal tout en permettant de les modifier et de les bonifier en fonction de nos valeurs.

Nous avons fait le choix d'un développement territorial durable, harmonieux, respectueux de l'environnement. Cela nous assure aussi de mieux préserver le caractère unique de notre patrimoine urbain.

Deuxièmement, dans l'optique de simplifier et d'améliorer l'offre de services, nous avons créé le GIST – le groupe d'intervention stratégique et tactique – qui a été investi du mandat de s'assurer que les projets se réalisent. Notre façon de faire : cohérence, cohésion et approche uniforme. Désormais, à Montréal, un promoteur qui a une bonne idée et un bon projet doit être valorisé et soutenu. Il doit être traité comme un véritable partenaire. Ceux-ci sont essentiels à la création de la richesse et donc à l'amélioration de notre qualité de vie à tous. Bien sûr, il y aura toujours place à l'amélioration pour simplifier nos procédures d'accueil et nos démarches d'accompagnement, mais nous avons fait un bon bout de chemin. Par ailleurs, nous investissons des sommes sans précédent dans le Fonds d'investissement pour la réalisation de grands projets. Pour le Programme triennal d'immobilisations 2009-2011, nous y consacrons un montant historique de 180 millions de dollars.

Troisièmement, dans un plan d'action appelé *Montréal 2025*, nous avons imaginé la ville que nous souhaitons et y avons répertorié les grands projets. Grâce à cette initiative, il est maintenant clair que Montréal sait ce qu'elle veut. Les principaux acteurs concernés sont mobilisés et, dans bien des cas, sont déjà en action pour réaliser notre vision. L'un des principes qui caractérisent fondamentalement le leadership que j'ai toujours privilégié, c'est le travail en collaboration avec nos partenaires. Un leadership mobilisateur. Le monde a changé, nos façons

de faire se sont adaptées et sont davantage sous le signe de l'ouverture et du partenariat.

Il s'agit d'un travail de tous les instants afin de miser sur nos atouts et de développer notre potentiel de créativité et d'innovation. Voilà la signature du Montréal d'aujourd'hui. Le Quartier des spectacles en est la plus belle illustration. Il est l'expression par excellence de la culture, de l'innovation et de la créativité de Montréal.

Je crois en ce projet et j'ai pris des risques pour accélérer sa réalisation. Avant même la confirmation de la participation financière des gouvernements, j'ai décidé de lancer la mise en chantier. Nous avons réalisé la première phase du Quartier des spectacles en un temps record. J'ai fixé des échéanciers audacieux et nous les avons respectés. Quel travail a été réalisé par tous nos partenaires ! Le 30 juin dernier, à l'occasion du spectacle d'ouverture du 30^e Festival international de Jazz de Montréal, la Place du Quartier des spectacles a été envahie par des dizaines de milliers de festivaliers. Tout au long de l'été, les Montréalais qui ont fréquenté ce lieu grandiose ont été à même de constater que Montréal savait bien faire les choses.

Lorsque vous y serez, je vous invite à réfléchir au fait que nous en sommes seulement à la première phase de réalisation du Quartier des spectacles. Nous avons des projets tout aussi spectaculaires qui seront en chantier en 2010 et dans les années à venir dans ce secteur. Nous sommes à signer Montréal comme une ville de créateurs et à donner une carte de visite exceptionnelle pour notre métropole à l'échelle mondiale.

C'est cette même détermination qui guidera nos actions pour la réalisation du projet du Havre et de Montréal technopole. Avec le Havre, c'est l'accès au fleuve en toute sécurité qui sera restauré pour les citoyens, des développements résidentiels majeurs et, bien sûr, la transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain. Quant à Montréal Technopole, il s'agit de déployer une stratégie visant à faire de notre ville une technopole de la santé fondée sur la technologie, le haut savoir et misant sur nos actifs, tant privés que publics, créant des emplois de qualité et attirant ici des investissements majeurs autour de pôles de recherche et développement reconnus.

De même, nous avons créé le Programme réussir@montréal – volet industrie. Ce programme vise à stimuler la reconversion, la rénovation et l'agrandissement d'anciens bâtiments industriels. En vertu du PR@M – Industrie, le propriétaire du bâtiment reçoit un montant de subvention équivalent à 100 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux pour les trois premières années. Pour la quatrième année, la subvention est de 80 % et pour la cinquième année, de 60 %. Depuis l'entrée en vigueur de ce programme en 2008, un total de 40 projets ont été acceptés, générant des investissements privés estimés à plus de 160 millions de dollars. Ainsi, les subventions versées permettent aux propriétaires de donner un nouveau souffle à d'anciens bâtiments industriels qui peuvent maintenant accueillir des entreprises de la nouvelle économie.

Nous avons donc démocratisé les grands projets de développement pour donner la parole aux citoyens, nous avons simplifié les structures administratives afin d'être

plus accueillants pour les promoteurs et nous avons mis la table avec une vision de développement. Des réalisations importantes sont en chantier. Que d'action pour les années à venir!

3.10.2 Nous favorisons le développement local

Au-delà des grands projets, le développement économique c'est aussi le développement local. À Montréal, nos artères commerciales font partie de notre vie de quartier et de notre quotidien. Elles doivent être soutenues. C'est pourquoi nous avons créé le Programme réussir@montréal – volet commerce (PR@M-Commerce). Grâce au PR@M-Commerce, les sociétés de développement commercial et les regroupements de commerçants sont appelés à participer à l'élaboration d'une stratégie de développement qui détermine les enjeux de revitalisation propres à leur artère. Un soutien financier de 40 000 dollars leur est accordé à cet effet.

Par la suite, les commerçants sont appelés à présenter des projets de rénovation de leur commerce reliés à la stratégie de développement de leur artère. Ces projets sont subventionnés à raison de 4 000 dollars pour couvrir une partie des honoraires (50 %) en design d'aménagement et du tiers des investissements jusqu'à concurrence de 33 000 dollars pour leur projet de rénovation. L'expérience démontre que cette approche fonctionne. Quand les commerçants se mobilisent, cela fait une différence et donne des résultats impressionnants pour améliorer l'attractivité d'une artère commerciale. C'est pourquoi nous investissons, en partenariat avec le gouvernement du Québec, 22,6 millions de dollars pour soutenir la revitalisation et le développement de 40 artères commerciales à Montréal.

Cela améliore les aménagements physiques, le cadre bâti et le design des commerces, favorise la mixité commerciale et l'occupation des locaux autrefois vacants tout en contribuant à la stabilité des entreprises. À l'échelle d'un quartier, cela favorise une meilleure qualité des milieux de vie, l'attraction et la rétention de résidents, comble les besoins de consommation et améliore la convivialité et la sécurité.

Aussi, nous avons récemment annoncé la création du Bureau du développement des artères commerciales. Un bureau pour travailler en collaboration avec nos partenaires et pour engendrer des actions. Pour renforcer ce partenariat, nous allons continuer de soutenir financièrement l'Association des sociétés de développement commercial pour la réalisation de projets communs.

Ce n'est pas tout. Le développement économique local passe nécessairement par un soutien accru à l'entrepreneuriat, particulièrement chez les jeunes. Nos entrepreneurs sont à la source de notre prospérité collective. C'est pourquoi nous avons conclu avec le gouvernement du Québec un nouveau protocole d'entente 2008-2012 pour le soutien des Centres locaux de développement (CLD), des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) et des Services d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) œuvrant sur le territoire de la métropole. Ce protocole permettra l'octroi d'une aide financière supplémentaire de 11 millions de dollars répartie sur quatre ans aux organismes de développement économique local afin de soutenir le développement de l'entrepreneuriat. Cette somme supplémentaire porte l'aide totale à 61,8 millions de dollars pour

la période 2008-2012. Nos organismes pourront encore davantage soutenir le démarrage d'entreprises, favoriser la relève entrepreneuriale, augmenter le taux de survie des entreprises de moins de trois ans en accentuant le suivi et l'accompagnement tout en offrant des services de première ligne aux entreprises par de l'accompagnement personnalisé et de l'aide financière.

Nous avons conclu un *Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable* (PÉS). Nous y consacrons un montant de 150 000 dollars par année de 2008 jusqu'en 2012 pour la mise en place de services spécialisés en entrepreneuriat collectif, offerts par les CLD et les CDEC de l'agglomération. Ces services spécialisés, destinés aux entrepreneurs de l'économie sociale, comprennent, entre autres, du soutien en gestion de ressources humaines, des services-conseils en matière juridique, de la planification comptable ou de l'aide à la commercialisation.

Enfin, depuis 2002, grâce à la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse, 3,4 millions de dollars ont été octroyés en bourses à de jeunes entrepreneurs méritants, tandis que 637 entreprises ont reçu une forme d'aide quelconque par la Fondation, comme l'analyse de plan d'affaires et le mentorat.

3.11 NOUS AVONS BÂTI CETTE VILLE

Bâtir une nouvelle ville n'est pas une chose simple. C'est exactement ce que nous avons dû faire au lendemain des fusions. On s'est dévoué à la tâche et on y est arrivé. Il a fallu réfléchir à une nouvelle structure administrative, intégrer plusieurs fonctions publiques en une seule, négocier les conventions collectives et harmoniser les régimes de retraite. Tout ça dans un climat de méfiance créé par le vide démocratique dans lequel cela s'était fait. Quand on affirme que le maire de Montréal doit posséder de grandes qualités de gestionnaire et de négociateur, je sais ce que cela veut dire. Quand on affirme que le maire de Montréal doit être rassembleur, je sais aussi ce que ça veut dire.

Cette tâche à peine achevée qu'un nouveau gouvernement fut élu à Québec le 14 avril 2003 qui décréta des référendums sur les défusions tenus le 20 juin 2004. Autre rendez-vous important pour Montréal, autre combat de notre Administration. Et nous avons effectivement répondu présents. Avec la collaboration de mon équipe, j'ai pris la parole dans d'innombrables assemblées. Sur toutes les tribunes, à l'est comme à l'ouest de Saint-Laurent, j'ai répondu présent.

Plusieurs arrondissements ont fait le choix de Montréal, d'autres ont choisi de se reconstituer en ville. Il a fallu de nouveau mettre des milliers d'heures de travail pour revoir notre structure, séparer des actifs, redistribuer les postes dans la fonction publique, etc. Toutes les énergies de notre Administration et des fonctionnaires de la Ville ont été monopolisées autour de cet enjeu. Quand je dis que le temps n'est pas à un troisième rebrassage

de structures en moins de huit ans et à d'interminables débats sur la gouvernance, je sais de quoi je parle. Il me semble qu'il y a tellement d'autres enjeux qui priment et auxquels nous devrions consacrer l'essentiel de nos énergies. Je pense entre autres aux nombreux défis occasionnés par la crise économique et auxquels notre réponse aura une incidence directe sur notre qualité de vie.

Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il faut abdiquer toutes perspectives d'amélioration de l'efficacité dans notre livraison des services aux citoyens ou encore de la gouvernance. Par ailleurs, quand ce fut le temps d'aller négocier de telles revendications à Québec, je l'ai fait, et nous avons obtenu des résultats.

Par exemple, prenez la loi 22 où nous avons obtenu des gains majeurs pour Montréal. Premièrement, la reconnaissance dans la Charte de la Ville de Montréal, de son statut de métropole et de son rôle moteur dans le développement économique du Québec. Cette reconnaissance répondait à des demandes historiques de Montréal. Nous l'avons obtenue. Pour la soutenir dans ce rôle, le gouvernement du Québec a notamment accordé à Montréal la somme de 25 millions de dollars en plus d'autres sommes, dont les paiements tenant lieu de taxes pour le Palais des congrès, totalisant ainsi un montant récurrent de 34 millions de dollars. Aussi, la loi 22 confère à Montréal la possibilité de diversifier ses revenus ainsi qu'une autonomie fiscale et administrative plus importante.

Autre gain, l'arrondissement de Ville-Marie sera désormais sous la responsabilité de la ville-centre. Ville-Marie est la vitrine de Montréal, le centre des affaires, le centre de la vie culturelle, un arrondissement névralgique qui représente un enjeu stratégique de première importance. Il était donc important pour moi de promouvoir son développement économique tout en préservant sa représentation démocratique.

Le Conseil de ville a obtenu le pouvoir, en tout temps, de se déclarer compétent sur certains enjeux stratégiques, s'il le juge nécessaire, pour améliorer les services aux citoyens. Grâce à ce nouveau pouvoir, nous pourrions apporter les modifications nécessaires pour faire de Montréal une administration encore plus performante. Voilà ce que j'appelle obtenir des gains pour Montréal.

Enfin, au fil des ans, notre Administration a démontré son efficacité à négocier avec les gouvernements du Québec et du Canada des ententes lucratives pour Montréal. Par exemple, auprès du gouvernement du Québec, nous avons obtenu une enveloppe de 140 millions de dollars dédiée au développement économique, 125 millions de dollars pour la construction et la rénovation de nouvelles bibliothèques, 40 millions pour notre projet de Quartier des spectacles, de nombreuses subventions pour les infrastructures ainsi que pour le logement social et communautaire. En plus, nous avons obtenu des sommes substantielles pour l'acquisition de nouvelles voitures de métro ainsi que pour la modernisation de la rue Notre-Dame. Avec le gouvernement du Canada, nous avons obtenu une redevance sur la taxe sur l'essence qui nous rapporte un montant de 135 millions de dollars par année, de 40 millions de dollars pour le Quartier des

spectacles, de nombreuses subventions dédiées à la réalisation de nos projets d'infrastructures et des investissements importants pour le canal Lachine.

Plus encore, nous sommes désormais reconnus comme de réels partenaires des deux paliers de gouvernement. J'en veux pour preuve le remboursement à 100 % de la taxe sur les produits et services qui nous est maintenant accordé par le gouvernement fédéral sur les achats effectués par la Ville. Cela équivaut à une économie supplémentaire estimée à 50 millions dollars par année qui s'ajoute au remboursement partiel qui nous était accordé avant 2005. De plus, depuis la signature du Pacte fiscal en 2008 avec le monde municipal, le gouvernement du Québec a reconnu le principe du remboursement de la taxe de vente du Québec sur nos achats. À terme, Montréal enregistrera des économies de près de 70 millions de dollars par année.

Notre Administration est définitivement un interlocuteur crédible auprès des gouvernements et nous sommes bien positionnés pour que cela profite aux Montréalais dans les années à venir.

4. LE CONTEXTE ACTUEL : LES DÉFIS DE 2009

Redresser les finances publiques, régler la crise du logement, reprendre en main nos infrastructures, réinvestir dans le transport en commun, développer notre réseau d'espaces verts et d'espaces bleus, bâtir la nouvelle ville : ce n'était pas des choses simples. Nous l'avons fait. Nous nous sommes dévoués à la tâche, nous y sommes arrivés. Maintenant, Montréal est sur la bonne route.

Au cours des huit dernières années, par deux fois Montréal s'est mobilisé, voire entredéchiré, sur des débats de structure. Deux fois Montréal a fait de longs débats sur la gouvernance. Beaucoup d'énergie. Beaucoup de débats. Est-ce que Montréal a besoin d'un autre long rebrassage de structure pour une troisième fois ? Je ne le pense pas.

Nous vivons présentement une importante récession. Il me semble qu'il est là le grand défi pour Montréal. C'est sur notre habilité à gérer cette crise et à en sortir que nous serons jugés par les générations futures. L'histoire nous apprend que les crises économiques sont des moments clés où la donne change. Elles sont habituellement le théâtre d'un grand repositionnement des forces économiques. En fonction de l'apparition de nouveaux paradigmes, on y observe une redistribution nouvelle de la richesse entre les grands ensembles régionaux. Certains gagnent. Certains perdent. De quel côté Montréal se retrouvera-t-il au sortir de cette crise ? Voilà l'enjeu important des prochaines années. Pour ma part, je perçois ce contexte difficile comme une extraordinaire opportunité pour faire avancer Montréal. Il faut profiter de cette tension utile et nous positionner comme

les champions des secteurs de l'économie créative et de l'économie du savoir.

Je suis passé par là en tant que ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du gouvernement du Québec lors de la récession du début des années 1990. J'ai été entrepreneur et je connais la réalité à laquelle sont confrontés les petits commerces comme les grandes compagnies. J'ai l'expérience dans de telles situations économiques difficiles et je sais quels gestes poser pour tirer notre épingle du jeu. Je connais les opportunités à saisir. Plus que jamais, il faut garder le cap vers la prospérité.

Lorsque je regarde l'avenir, je vois l'année 2017. L'année du 375^e anniversaire de Montréal, du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne et du 50^e anniversaire de l'Expo 67. Il me semble que 2017 pourrait être l'aboutissement de tout ce travail. Le plus beau cadeau que l'on puisse offrir aux Montréalais pour leur 375^e anniversaire, c'est la ville dont nous rêvons, celle que nous travaillons à bâtir depuis huit ans déjà. >>



A handwritten signature in black ink, which appears to read "S. J. Day".



Payé et autorisé par Marc Deschamps, agent officiel de l'Équipe Tremblay-Union Montréal. Imprimé par SCSA, 790, Upton Montréal (Québec) H8R 2T9.

